Ukraine : une association de médias se plaint des attaques contre des journalistes

En Ukraine, la liberté de la presse est menacée : des journalistes sont agressés chez eux ou meurent en prison. Que fait le gouvernement ukrainien ?

Franz Becchi

23/01/2024 | 18h01

Le président ukrainien Volodymyr Zelenskyj a critiqué : Dans quelle mesure les journalistes peuvent-ils travailler librement en Ukraine ?

Liberté de la presse et zone de guerre vont rarement de pair, et cela vaut également pour l'Ukraine. Depuis le 22 février 2022, date à laquelle la Russie a envahi l'Ukraine, les journalistes critiques à l'égard du gouvernement n'ont pas eu la vie facile. Une série d'attaques contre des journalistes indépendants soulève désormais des questions : le gouvernement ukrainien a-t-il quelque chose à voir avec cela ?

La semaine dernière, Bihus.info, un groupe de journalisme d'investigation ukrainien qui dénonce la corruption parmi les fonctionnaires, a été critiqué. La chaîne YouTube controversée Narodna

Pravda a publié une vidéo dans laquelle des employés de Bihus auraient commandé et consommé des drogues illégales lors d'une célébration du Nouvel An. La description du message disait : « Pouvons-nous encore croire en leurs recherches ?

En conséquence, Denys Bihus, le fondateur de l'entreprise, a décidé de licencier tous les employés vus dans la vidéo. Bihus a également annoncé des tests antidopage pour tous ses employés et a indiqué que le groupe de journalistes était probablement sous surveillance depuis plus d'un an. Narodna Pravda n'avait alors publié que quatre vidéos, mais cette semaine, la chaîne a été complètement supprimée.

L'association ukrainienne des médias veut une enquête

Dans un communiqué publié mercredi, l'association de médias Mediarukh a directement appelé le président ukrainien à "condamner fermement" les attentats et à reprendre l'enquête pour en retrouver les responsables.

L'association a mis en garde contre des agresseurs inconnus qui tentent de diffamer les journalistes ukrainiens en les qualifiant d'« ennemis du peuple », d'agents russes ou de toxicomanes et de discréditer leur travail professionnel. Le communiqué souligne que les journalistes sont surveillés et que leur vie privée est violée. Toutes ces mesures visaient à faire pression sur les médias indépendants en Ukraine.

Mercredi, le président Volodymyr Zelensky a annoncé que le Service de sécurité intérieure ukrainien (SBU) avait ouvert une enquête sur la surveillance des journalistes. Il a souligné : « Toute pression sur les journalistes est inacceptable. » Depuis l'invasion du pays par la Russie, Zelensky a réuni toutes les plus grandes chaînes de télévision dans un seul programme. Il n'y a là aucune critique du gouvernement. La situation du journalisme semble désormais menacée en Ukraine, notamment celle des journalistes indépendants.

Depuis le 22 février 2022, Zelensky a réuni toutes les grandes chaînes de télévision ukrainiennes en une seule : il n'y a aucune critique de son gouvernement là-bas.

Dimanche, par exemple, le journaliste d'investigation Yuriy Nikolov a été retrouvé devant sa porte par plusieurs hommes. Dans plusieurs vidéos publiées sur Telegram, on peut entendre des inconnus crier que Nikolov est un « traître » et un « provocateur » et qu'il doit aller au front. Entre autres choses, les articles de Nikolov ont conduit à la démission du ministre de la Défense Oleskiy Reznikov en septembre dernier. Son ministère s'est trouvé mêlé à un scandale de corruption . Zelensky a exprimé le désir de plus de transparence et de réformes.

Mais d'autres histoires ont une fin encore plus tragique. Comme celle du journaliste chilien-américain Gonzalo Lira, décédé le 11 janvier dans une prison de Kharkiv. Il y a été détenu pendant plus de huit mois pour avoir tenté de justifier la guerre russe en Ukraine. Dans un dernier message manuscrit cité par le quotidien finlandais en ligne Helsinki Times , Lira s'est adressée à sa sœur à la fin de l'année.

Le journaliste indépendant Gonzalo Lira est mort en prison

« J'ai eu une double pneumonie (des deux poumons), ainsi qu'un pneumothorax et un cas très grave d'œdème (gonflement du corps). Tout cela a commencé à la mi-octobre, mais a été ignoré par le centre de détention. Ils ont seulement admis lors d'une audience le 22 décembre que j'avais une pneumonie. "Je suis sur le point de subir une procédure pour réduire la pression de l'œdème dans mes poumons, qui provoque un essoufflement extrême, voire des évanouissements après la moindre activité ou même après seulement deux minutes de parole", a écrit Lira.

Dans un email, son père, Gonzalo Lira Sr., a expliqué comment il avait ensuite tenté de contacter l'ambassade américaine pour s'assurer que son fils recevait les soins médicaux nécessaires. Mais c'était trop tard. « Je ne peux pas accepter la façon dont mon fils est mort. Il a été torturé, victime de chantage, détenu pendant huit mois et onze jours, et l'ambassade américaine n'a rien fait pour aider mon fils », a déclaré Lira. Sa douleur était insupportable, a-t-il ajouté : « Le monde doit savoir ce qui se passe en Ukraine avec ce dictateur inhumain Zelensky. »